

# Espagne : enjeux des prochaines élections municipales et régionales



**2023** est une année importante pour l'Espagne... et pour son gouvernement actuel.

Le 28 mai auront lieu les élections municipales et régionales, et les résultats seront d'une importance capitale pour la suite des événements car elles seront une répétition et une indication pour les prochaines élections gouvernementales qui se dérouleront en décembre.

Sans oublier que Pedro Sanchez, et son parti socialiste le PSOE, dirigeront le Conseil de l'Union européenne dès le 1<sup>er</sup> juillet et jusqu'à fin décembre 2023.

Il est indéniable que la politique menée par le gouvernement du socialiste Pedro Sanchez enfonce l'Espagne et la dirige lentement mais sûrement vers la faillite

Tout comme en France, et dans les autres pays européens,

l'inflation est galopante et le chômage est en très nette progression. Cependant l'Espagne peut espérer une légère amélioration de ce taux de chômage (un peu plus de trois millions depuis 2019) par une progression des emplois au cours de cet été car le pays compte sur un tourisme très important, compte tenu des événements qui frappent la France actuellement et que, apparemment, ils ne sont pas dans une perspective de disparition totale. Cette perspective d'un apport touristique important devrait jouer en faveur d'une légère progression de l'économie espagnole.

En revanche, ce qui joue en sa défaveur c'est toujours « l'effet Brexit » car le pays attire près de deux touristes sur cinq en provenance du Royaume-Uni et perd plus de 200.000 touristes britanniques chaque année. A Benidorm, ville de la Costa Blanca particulièrement prisée par les Anglais, la baisse de ce tourisme dépasse les 10% et les achats d'appartements par les britanniques se sont effondrés. C'est un problème également pour les 130.000 Espagnols qui résident en Angleterre ainsi que pour les 250.000 Britanniques qui résident actuellement en Espagne.

Les exportations espagnoles vers la Grande-Bretagne baissent lentement mais progressivement depuis 2017. Elles engendraient des droits de douane d'environ 18 milliards d'euros par année.

Selon la Banque d'Espagne, un « Brexit » mal contrôlé entraînerait un coût économique d'environ 10 milliards d'euros et une perte de plus de 70.000 emplois. *(Cette même étude est encore plus pessimiste en ce qui concerne la France, qui en perdrait environ le double).*

Ce qui pourrait également bloquer cette éventuelle progression c'est l'éternelle question de l'indépendance de la Catalogne qui, pour le moment, semble sommeiller.

Toutes ces constatations auront-elles une influence directe sur le résultat du scrutin des prochaines élections

générales ? Cela est fort probable et déjà les sondages témoignent d'un pourcentage très serré entre le PSOE et le PP, qui pourrait certainement l'emporter en s'alliant, comme cela est plus que probable, avec le parti de droite « VOX » qui connaît une progression spectaculaire (*il est vrai qu'il n'est pas, comme également la majorité des droites européennes, diabolisé par « la marque Le Pen »*) et l'effondrement important des « Ciudadanos » et de « Podemos ».

Même le Chili a réussi à effacer de sa mémoire l'époque Pinochet et vient de porter une nouvelle fois la droite au pouvoir. Dieu sait pourtant qu'un Pinochet a dû être un traumatisme bien plus difficile à guérir qu'un (ou une) Le Pen qui, il est utile de le rappeler tout de même, n'a jamais été au pouvoir en France et n'a donc aucune raison valable d'être « ostracisé ».

**Manuel Gomez**